Ford annonce la fermeture du site de Blanquefort

jeudi 13 décembre 2018 à 14:09 Par Stéphanie Brossard, France Bleu Gironde et France Bleu

L'annonce a été faite ce jeudi lors d'un comité d'entreprise sur le site de Blanquefort. Ford a décidé de fermer son site girondin, l'été prochain. Le groupe automobile américain rejette le plan de reprise du Belge Punch, seul candidat sur les rangs.

La fermeture du site de Blanuefort vient d'être acté par Ford © Maxppp - Bonnaud Guillaume

Blanquefort, France

La fin du site Ford Blanquefort est acté pour fin août 2019. Le groupe automobile américain écarte l'offre de reprise de Punch Powerglide pour son usine girondine qui compte 872 salariés.

Ford ne croît pas au plan présenté par le repreneur

Dans un communiqué, le groupe automobile américain a informé *"son comité d'entreprise avoir décidé de ne pas donner de suite favorable à la vente du site de FAI à l'acquéreur potentiel ayant manifesté le plus grand intérêt pour la reprise. Malgré les discussions rigoureuses et approfondies des neuf derniers mois, et les meilleurs efforts fournis par chacune des parties,* ***le plan proposé par le repreneur potentiel présente des risques significatifs.*** *Nous ne croyons pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons pour les salariés de FAI".*

"L'arrêt de production sur le site est prévu fin Août 2019 et **_FAI s'est engagée à ne prononcer aucun départ contraint avant Septembre 2019_**. *Cela permet aux salariés de FAI d'analyser leurs options tout en bénéficiant d'une sécurité financière".*

L'Etat, les collectivités et les syndicats mobilisés depuis des mois, en vain

Depuis six mois, l'Etat et le ministre de l'Economie Bruno Le Maire dans le dossier. En vain. Bruno Le Maire avait personnellement à nouveau appelé le constructeur, mardi, à accepter le projet de reprise de Punch Powerglide (qui devait préserver 400 emplois); les syndicats ayant appuyé ce plan, en acceptant un gel de salaire pendant trois ans, la perte de trois jours de RTT et une modulation du temps de travail.

L'État, la région Nouvelle-Aquitaine et la métropole de Bordeaux devaient apporter un "soutien financier de 15 millions d'euros" à ce projet industriel.

Le plan social va maintenant être lancé. La dernière réunion d'information du personnel, sur le plan de sauvegarde de l'emploi est prévue le 18 décembre.